

COMMUNIQUE DE PRESSE

Spécial « Le Nouveau Modèle de Développement : Atouts et défis »

Le Centre Marocain de Conjoncture a le plaisir de vous annoncer la parution de sa dernière publication mensuelle « Maroc Conjoncture » n° 320. Il s'agit d'un spécial portant sur le nouveau modèle de développement, dont voici les principaux axes :

État Développeur : Artisan du «miracle» économique des pays d'Asie de l'Est

Au cours des trois dernières décennies, le modèle dominant de développement qui s'est imposé à l'échelle mondiale est celui du capitalisme dans sa version néolibérale ou ultralibérale. Ce modèle, faut-il le rappeler, s'est en tout premier lieu implanté en Amérique latine, plus précisément sous la dictature chilienne du général Pinochet au milieu des années 70. Il s'inspire des thèses libérales libre-échangistes du XIX^{ème} siècle, se fondant sur une foi inébranlable dans les vertus autorégulatrices du marché. Les politiques économiques néolibérales, qui ont été appliquées massivement et ont inspiré les plans d'ajustement structurel imposés aux gouvernements du Sud, ont impliqué une libéralisation de la circulation des capitaux, des privatisations souvent massives tendant à éliminer le rôle entrepreneur de l'État de même qu'une dérèglementation ayant pour effet de diminuer le rôle régulateur de l'État.

Régionalisation Avancée : Cadre juridique et Institutionnel

Avec la régionalisation avancée, le Maroc ambitionne un renforcement de la démocratie participative, une politique de proximité, une meilleure responsabilisation des acteurs, des services publics plus performants et moins coûteux, et davantage de justice spatiale. Après la constitutionnalisation des collectivités territoriales et l'adoption de trois lois organiques, la déconcentration administrative boucle le chantier légal encadrant la régionalisation avancée. Le plus important reste à faire : des régions fortes actrices du développement économique et social, et un partage effectif des compétences entre Etat et collectivités territoriales et entre différentes CT dénué de conflits.

Système d'Information National : Un outil de pilotage Indispensable

Un système d'information économique et social a pour rôle de mettre à la disposition du public et des décideurs un maximum d'informations pertinentes, structurées et faciles d'accès. Ces données doivent être recueillies dans un cadre légal et constituer une source indispensable pour la prise de décision. Sa mise en place nécessite de la part des différents acteurs économiques et socio-politiques des investissements importants en moyens matériels et humains. Les entreprises, les universités et les Etats sont donc appelés à s'investir dans ce domaine visant à traduire les données émanant de diverses sources en informations décisionnelles. Un tel système si, il est bien pensé devrait contribuer efficacement à l'amélioration de la performance économique du pays, à la compétitivité de ses entreprises et donc de son économie.

Les Options des Échanges Extérieurs : Pour un nouveau modèle de développement

Dans le faisceau des acceptions relatives à la définition d'un modèle, les Nations unies (PNUD) ont choisi de faire référence à l'archétype destiné à être reproduit. Il s'agirait d'un schéma explicitant une réalité complexe et susceptible d'être copiée au vu de l'excellence de ses résultats attendus. Dans sa transposition sur le terrain du progrès socio-économique, le modèle de développement serait un cadre de référence pour les acteurs appelés à veiller à l'élaboration et à la mise en œuvre de politiques publiques nationales. L'Exécutif, généralement, en charge de cette responsabilité, viserait à améliorer le niveau de vie des populations en agissant sur l'emploi, en améliorant l'accès aux infrastructures de base (éducation, santé, eau potable, électrification...) et en valorisant les ressources humaines et matérielles... Il reste toutefois à préciser que la réussite par simple transposition d'un modèle, qui aurait donné des résultats probants par ailleurs, n'est guère assurée, tant les facteurs décisifs qui président à son application sont nombreux. Pour l'heure, le modèle d'inspiration keynésienne portée par la dépense publique est essoufflé et plombé, entre autres, par un déficit de la balance commerciale, difficile à combler sous la pernicieuse pression des accords de libre-échange (ALE)...

Modèle de Développement : Marché, concurrence et politique industrielle : Quelle articulation ?

Au moment où le débat sur la nouvelle approche du modèle de développement au Maroc est lancé, les questions relatives au renforcement des règles du marché et de la concurrence prennent toute leur importance dans la redynamisation recherchée du climat des affaires et l'amélioration de l'efficacité économique. Prenant appui sur les avantages que procure le bon fonctionnement du marché en termes d'allocations des ressources, de productivité et de rendement social, le Maroc, dans sa quête d'une plus grande efficacité du système économique, a opté pour la libéralisation de l'économie et l'instauration de règles de concurrence sur les marchés. Il a consacré cette orientation stratégique depuis l'abandon du dirigisme économique ayant marqué la période précédente l'ajustement structurel et ce, à travers une série de législations en faveur de la libre entreprise, l'ouverture des marchés et la protection de la concurrence. La promotion du droit de la concurrence devrait cependant s'articuler aux options de la politique industrielle pour optimiser les effets escomptés au plan de l'efficacité économique et du rendement social.

Dynamique Démographique : Quelle incidence sur le potentiel de croissance ?

La réflexion sur le nouveau modèle de développement ne peut ignorer l'incidence de la démographie comme facteur déterminant du potentiel de croissance sur le long terme. Les transformations en cours qui affectent la structure de la population totale et plus particulièrement la population active selon l'âge, le milieu, le niveau d'instruction ou encore le secteur d'activité conditionnent dans une large mesure les performances du système économique à l'avenir et son rythme de développement. Ces transformations résultent de la conjugaison de facteurs multiples ayant trait non seulement à la démographie mais aussi aux changements de comportements de la population en âge d'activité et son attitude face aux mutations que connaît le contexte économique dans sa globalité. L'analyse des principaux facteurs ayant conditionné l'évolution de la population active en liaison avec celle de la population totale permet de comprendre les tendances présentes des structures de l'offre de travail à la lumière de la dynamique démographique et ses implications futures au plan économique et social.

Pour toutes informations complémentaires, veuillez contacter le CMC au 05 22 39 50 72 à 75 Email: cmconjoncture@menara.ma – Site web:www.cmconjoncture.ma